

Communiqué de presse du 20 juin 2014

Dépôt de l'initiative "Stop fracking" Un garde-fou contre le fracking dans le canton de Berne

Avec un score de 17'900 signatures valides, les Verts Canton de Berne et leurs alliés ont déposé aujourd'hui leur initiative "Non à l'intoxication de nos sols par la production de gaz naturel" à la chancellerie d'État. L'initiative demande l'interdiction d'exploiter du gaz naturel et du pétrole issu de souches non-conventionnelles dans le canton de Berne, une interdiction qui se fait d'autant plus urgente qu'un consortium gazier a récemment annoncé qu'il examinait les possibilités d'extraire du gaz naturel par fracturation à Rapperswil. En effet, la SEAG et l'entreprise texane Peos SA ont déclaré en mai dernier qu'ils n'excluaient pas la possibilité d'utiliser le fracking à Rapperswil, menaçant de transformer ce petit village paisible en plateforme d'exploitation pétrolière.

Regula Tschanz, secrétaire générale des Verts Canton de Berne, a évoqué cet exemple lors de la conférence de presse organisée à l'occasion du dépôt des signatures : « cette nouvelle devrait tirer la sonnette d'alarme auprès de ceux qui pensent que le fracking ne sera jamais utilisé en Suisse ou dans le canton de Berne. » L'initiative prévoit d'interdire l'exploitation de gaz et de pétrole non-conventionnel (entre autres le gaz de schiste) dans le canton de Berne et veut empêcher par-là le recours au fracking. La méthode contestée est non seulement critiquée pour son impacte catastrophique sur l'environnement, mais aussi par le fait qu'elle freine les efforts fournis en faveur de la transition énergétique.

Grâce aux efforts de la coalition entre les Verts Canton de Berne, Pro Natura Berne, le WWF Berne, Greenpeace section régionale Berne et le PEV Canton de Berne, 17'900 signatures valides ont pu être déposées à la chancellerie. Le succès de l'initiative rejoint ainsi un préavis favorable du Grand Conseil à une interdiction, signe que le fracking n'est pas le bienvenu à Berne.

Depuis quelques années en effet, le bilan dressé aux USA montre les résultats dévastateurs de la méthode : spirale des prix dangereuse, contamination des sols et des nappes phréatiques, déchets nocifs, atteintes au paysage et ralentissement des efforts en faveur de la transition énergétique. Pour Jan Ryser, secrétaire général de Pro Natura Berne, ce qui a été décisif dans l'engagement de Pro Natura, c'est le fait que « les paysages suisses densément peuplés et cultivés sont déjà sous pression. Non seulement le fracking augmente cette pression, mais il menace aussi nos ressources naturelles en attaquant les sols et les cours d'eau. Nous refusons de prendre ce risque.» Roman Gugger, co-président des Jeunes Vert-e-s Canton de Berne ajoute : « le fracking prolonge notre dépendance envers des ressources fossiles et poursuit le réchauffement climatique. Il faut arrêter d'investir dans des ressources non durables et promouvoir les énergies renouvelables de manière conséquente, pour le bien des générations à venir. »

L'incompréhension, la peur et le ras-le-bol général de la population suisse et européenne se répandent partout où des projets de fracking sont en cours. C'est ainsi qu'en 2013, une pétition avait récolté un nombre de signatures record à Neuchâtel. « En deux mois seulement, un collectif citoyen indépendant a réussi à récolter plus de 10'500 signatures contre un forage d'exploration dans le Val de Travers. Les gens faisaient la queue devant les stands pour signer la pétition », témoigne Sergio Santiago. Dans les cantons de Neuchâtel, Fribourg et Vaud, un moratoire contre le fracking a d'ailleurs été accepté. Dans le canton de Genève, le fracking est interdit.

Au vu des résultats positifs de la récolte de signatures ainsi que du large soutien à une interdiction par le Grand Conseil, les Verts sont convaincus que l'initiative "Stop fracking" a d'excellentes chances d'aboutir auprès de la population. Selon Regula Tschanz, « le Conseil-exécutif devrait prendre note de la volonté populaire en prévenant les milieux pétroliers qu'aucun permis d'exploitation par fracturation ne sera délivré dans le canton de Berne, et préparer les révisions légales nécessaires à une interdiction complète du fracking. »

Pour plus d'informations:

Regula Tschanz, secrétaire générale des Verts Canton de Berne, 079 379 16 53

Sergio Santiago, conseiller général Val-de-Travers, 032 863 43 60

Jan Ryser, secrétaire général Pro Natura Berne, 078 809 00 65

Roman Gugger, co-président des Jeunes Vert-e-s Canton de Berne, 078 856 41 41